ANNEXE n°1
AFJ n°157 – 4 juin 2020

Manifeste pour une révolution de la longévité

(publié dans *Le Monde* le 26 mai 2020)

Si nous apposons notre signature en bas de ce texte, c'est pour affirmer qu'il est désormais temps que la société française prenne à bras le corps, avec détermination et lucidité, le défi de la longévité.

Professionnels du secteur de l'aide aux personnes âgées, syndicalistes, acteurs économiques et sociaux, associatifs ou politiques, intellectuels ou experts, citoyens engagés, nous avons comme tout le monde constaté cette implacable statistique : 92 % des victimes du Coronavirus en France sont âgées de 65 ans ou plus. En braquant depuis deux mois la lumière sur le grand âge, la crise sanitaire a mis en évidence, et même accentué, nos failles collectives comme nos indéniables atouts.

Parce que nous sommes tous des vieux en devenir, il nous semble essentiel qu'aux côtés des transitions écologique et numérique, nous reconnaissions désormais la transition démographique comme un des grands défis du XXIème siècle. Cette exigence est d'autant plus urgente que la société française va être confrontée à un double défi. Le défi démographique, c'est, à partir de 2025-2030, cette triple massification du vieillissement (plus de retraités, plus de fragiles, plus de dépendants) due à l'arrivée à l'âge de 80-85 ans des « boomers » nés à partir de 1945. Le défi sociologique, ce sont ces « nouveaux vieux » qui, au cœur de la crise du Covid, ont eu raison de rappeler que l'âge n'est pas une identité. En exprimant leur colère quand la barrière d'âge fut un temps envisagée (et heureusement abandonnée) pour les contraindre au confinement au-delà du 11 mai, cette génération qui avait 18 ans en mai 68 a crié en 2020 à l'âge de 70 ans : « *vous ne ferez plus contre nous* ». Mieux : « *vous ne ferez plus sans nous* ».

Ce moment nous oblige donc à repenser le lien entre les générations. Durant cette crise, c'est le virus qui a été âgiste, pas les Français qui ont fait montre d'une immense solidarité en acceptant ce confinement drastique pour protéger les plus fragiles. Dans une société où un quart de la population est à la retraite et où, en 2050, les plus de 85 ans constitueront 7% de la population française, nous pensons indispensable un pacte social qui lie les générations entre elles et où soit reconnue l'exigence de citoyenneté et de participation des âgés et de leurs proches. Des retraités qui sont à la fois des garants de la solidarité - *en assumant la garde des petits enfants autant que le soutien aux parents âgés* - et des piliers de la citoyenneté - *combien de mairies et d'associations ne tiennent aujourd'hui que par l'investissement des retraités* ?

Mais nous prenons la plume aujourd'hui pour affirmer aussi que la crise du Coronavirus doit nous fournir l'opportunité historique de changer de braquet dans l'accompagnement du grand âge.

L'âge déprime, le grand âge fait peur, la dépendance terrorise. Pour surmonter cette angoisse, nous devons d'abord respecter la volonté des français de vieillir chez eux. Encore faut-il nous en donner les moyens en adaptant nos logements, en réformant les modes d'organisation et de financement des services d'aide à domicile, en développant massivement les formules d'habitats alternatifs et en reconnaissant le rôle des proches aidants souvent âgés eux-mêmes.

Il faudra dans le même temps en finir avec ce choix collectif aberrant qui consiste à doter de moyens insuffisants les établissements spécialisés dans la prise en charge des âgés les plus fragiles les transformant de fait en bouc émissaire idéal de notre mauvaise conscience. Au lieu de verser dans l'*Ehpad bashing*, mieux vaut collectivement repenser le rôle et les moyens d'établissements qui, s'ils ont besoin de connaître une profonde transformation à laquelle ils aspirent d'ailleurs eux-mêmes, demeurent nécessaires à tous.

Comme pour l'hôpital, il y a bel et bien urgence à penser réorganisation, gouvernance, moyens et reconnaissance des professionnels. Nous avons applaudi chaque soir ces invisibles de la solidarité, ces professionnels du soin et de l'accompagnement des âgés - dont 85% sont des femmes - qui aujourd'hui attendent un plan de mobilisation en direction de ces métiers. Nous leur devons plus qu'une loi technique qui enfermerait une fois de plus les personnes âgées dans un carcan sanitaire et médico-social : nous devons engager le pays dans la société de la longévité et des solidarités intergénérationnelles. Bien sûr, il faut aller jusqu'au bout de l'engagement présidentiel du 13 juin 2018 d'adopter une loi « grand âge et autonomie » mais elle doit s'accompagner d'une véritable **Stratégie nationale de transition démographique 2020-2030.**

Elle devra être prospective - pour être raccord avec une transition démographique caractérisée par un vieillissement accru entre 2030 et 2050 – **et mobiliser tous les leviers de la société** - parce que le vieillissement ne saurait se résumer à sa seule dimension sanitaire et médico-sociale. Nous voulons que la France s'engage dans une politique massive et assumée d'adaptation des logements au vieillissement pour permettre à chacun de vivre le plus longtemps possible à domicile. Nous voulons une « ville amie des aînés » qui permette à toute personne d'avoir accès à tous les commerces et services nécessaires, qui facilite les mobilités de tous ceux qui ne peuvent plus conduire, qui mobilise les innovations et le numérique au service des plus âgés. Nous voulons une loi et une stratégie nationale qui prennent en compte l'impact du vieillissement sur l'aménagement du territoire et sur l'emploi car demain, on ne vieillira pas de la même façon qu'on vive en centre-ville, en péri-urbain, en milieu rural ou dans les 220 centres-bourgs de l'opération « Cœur de Ville ». Enfin, nous voulons une loi où la prévention tienne une place essentielle. Activités physiques, lutte contre la dénutrition, prévention des chutes qui tuent 9.000 âgés par an, mobilisation contre l'isolement social qui affecte 900.000 personnes âgées, vaccination antigrippale chaque année… : autant de chantiers essentiels pour une société bienveillante. Il faudra enfin renverser la table des pratiques anciennes, du cloisonnement entre sanitaire et médico-social, entre établissement et domicile, entre pilotage national et gouvernance locale.

Elle devra être financée. Conscients des difficultés de l'après-crise du Covid et d'un contexte économique très dégradé, nous ne voulons pas pour autant que les choix budgétaires de sortie de crise occultent la nécessaire augmentation de la dépense publique et sa juste répartition pour la perte d'autonomie. L'annonce récente de la création d'un 5ème risque va à l'évidence dans le bon sens à trois réserves près : que la réforme de l'âge ne se limite pas à la seule question de la perte d'autonomie ; que des moyens nouveaux soient effectifs dès 2021 ; et que l'enveloppe dédiée à ce 5ème risque puisse progresser de 10 milliards d'euros dans les 10 ans à venir : un choix qui doit être affirmé dès aujourd'hui et inscrit dans la trajectoire de nos finances publiques.

Mais cette tribune ne constitue pas seulement un appel à la puissance publique qui, si elle peut beaucoup, ne peut pas tout.

Nous appelons à un sursaut de l'ensemble de la société. Car cette crise l'a aussi montré, les ressources, les projets et les innovations sont souvent au cœur de la société, dans les territoires, les associations, les entreprises. Nous devons tous nous questionner et adapter nos pratiques à cette révolution de la longévité.

Nous adressons ce message à l'Etat autant qu'à nous-même. Il est de notre responsabilité dans nos entreprises, dans nos institutions, dans nos associations, dans nos collectivités locales, dans nos partis et nos syndicats, dans nos écrits et nos productions intellectuelles de nous emparer de ces sujets et de faire nôtre cette mobilisation pour une transition démographique réussie. Vieillir est une chance : ne transformons pas en problème une si formidable opportunité.

Signé, entre autres, par
Philippe Serre, Président de la FNAR
Sylvain Denis, Président d'honneur de la FNAR